

L'Adresse—M. Domm

L'étude des pluies acides menée conjointement par les gouvernements canadien et américain et publiée l'automne dernier indique que certains lacs de la région d'Haliburton-Muskoka dans la partie centrale du sud de l'Ontario ont perdu de 40 à 75 p. 100 de leur capacité de neutralisation de l'acide au cours de la dernière décennie.

En outre, et c'est effrayant, 140 lacs de l'Ontario, principalement dans la région de Sudbury, sont déjà acidifiés. Il n'y existe plus aucune vie, plus de poisson, plus de flore aquatique; ils sont devenus inutilisables.

Ce problème ne se pose pas seulement en Ontario, car des résultats semblables viennent d'être obtenus dans les provinces maritimes, aux États-Unis, en Europe occidentale, en Scandinavie et au Japon.

Les précipitations acides risquent d'être de plus en plus importantes du fait que le prix élevé du pétrole incite les compagnies d'électricité à utiliser du charbon pour produire l'électricité. Le combat contre les pluies acides va coûter un prix exorbitant. Au cours de la dernière législature nous avons entendu dire ici même que les Canadiens devront payer de 350 à 500 millions de dollars chaque année jusqu'à la fin du siècle simplement pour réduire de 50 p. 100 l'émission de sulfure de dioxyde dans l'Est du pays. Dans l'est des États-Unis, la note a été évaluée à 7 milliards par année. C'est beaucoup d'argent, mais je rappelle à la Chambre que notre industrie forestière a un chiffre d'affaires de 17,5 milliards de dollars et que nous devons la protéger. Il y a 10 ans, nous avons vu en Scandinavie ce qui arrivera si nous n'instaurons pas les programmes voulus pour purifier l'air et assainir les émanations des usines avant d'être inondés de pluies acides.

Même si la dépense paraît énorme, et il s'agit effectivement d'une grosse somme, nous ne devons pas oublier qu'il ne s'agit pas seulement d'une simple question d'argent. En fait, nous mettons en jeu nos lacs, notre population et l'avenir que nous réservons à nos enfants. Il s'agit de savoir si nous voulons conserver l'environnement que nous connaissons aujourd'hui. C'est un problème qui va au-delà des considérations partisans et je demande au ministre de l'Environnement de lui accorder la toute première priorité.

Un autre problème important qui se pose dans ma circonscription—c'est là-dessus que je voudrais terminer mes commentaires sur le discours du trône et cette question peut prendre de l'importance dans bien d'autres circonscriptions—c'est celui de la métrisation qui doit se poursuivre l'année prochaine. Peterborough a le malheur d'être une des trois régions pilotes choisies pour la mise en œuvre du programme de métrisation dans les magasins. Sans plaisanter, je me demande si les gens de Sherbrooke et de Kamloops ont eu l'honneur de servir de cobayes autant que nous.

Bien sûr, dans sa grande sagesse libérale, la Commission du système métrique a décidé d'entreprendre la métrisation des magasins de détail à Peterborough en pleine saison touristique, lorsque des milliers d'Américains et de Canadiens se rendant aux lacs Kawartha s'arrêtent dans notre circonscription.

Au cours de la dernière législature le gouvernement conservateur a nommé un comité chargé d'étudier la métrisation et, à la suite de ses recommandations, il a décidé de retarder d'au moins un an la conversion au système métrique. Voilà qu'on vient d'annoncer que la conversion se poursuivrait au début de l'année prochaine dans une vingtaine de villes canadiennes. Ce

décal supplémentaire devait donner aux Canadiens la possibilité d'étudier les avantages d'une métrisation immédiate, possibilité qu'ils n'ont jamais eue et, comme le ministre d'État chargé de la Petite entreprise sous le gouvernement conservateur, le député de Capilano (M. Huntington) l'a déclaré après avoir annoncé l'abandon provisoire du projet en décembre dernier, il n'était guère urgent de poursuivre étant donné qu'aux États-Unis le programme de métrisation a sept à neuf ans de retard sur le nôtre.

● (2100)

La seule question que je pose est la suivante, pourquoi cette précipitation, pourquoi ne donnerait-on pas aux Canadiens la possibilité de discuter de la question, pourquoi imposer la métrisation à la population du Canada alors même que dans trois villes on pourrait déjà évaluer les résultats de cette métrisation forcée? C'est un désastre.

M. Pelletier: Les résultats ont été positifs.

M. Domm: Si vous pensez qu'ils sont bons à Peterborough, venez nous rendre visite et nous vous montrerons à quel point ils le sont.

M. Pelletier: Il n'y a pas eu une seule plainte.

M. Domm: Si la trente-deuxième législature refuse d'écouter la population du Canada, refuse de donner suite à ses désirs d'être entendue au tribunal, à se faire entendre ici à la Chambre des communes, il pourrait y avoir des suites désastreuses. Peut-être que tous ceux d'en face aiment le système métrique. Peut-être que nous tous de ce côté-ci aimons certains aspects de ce système. Mais à quoi cela sert-il d'être dix ans en avance sur les États-Unis? Pourquoi mettre en application une forme de mesure métrique étrangère à la plus grande partie de la population mondiale?

Pourquoi adopter le système métrique au Canada alors que seulement 4 p. 100 de notre marché de l'exportation, y compris l'Allemagne, se fait selon le système métrique? L'Allemagne achète encore des pièces de quatre par huit, de même que le Japon. Les dimensions du bois devraient s'adapter à celles de votre maison quand vous l'utilisez. Qu'est-ce qui presse? Le système métrique n'a jamais été jugé par un tribunal et le Parlement n'en a jamais discuté. La Chambre n'a jamais adopté une mesure législative stipulant que le gouvernement veuille que le Canada adopte le système métrique.

Je dis au nouveau gouvernement—et j'ai certaines réticences à l'appeler nouveau gouvernement car c'est là l'ancien gouvernement avec les mêmes vieilles idées—de réviser le système métrique avant de le mettre en application.

Permettez-moi de dire en terminant, monsieur le Président, que j'espère qu'il ne s'agit pas là d'un autre exemple de l'arrogance libérale à laquelle nous nous étions tant habitués au cours de la trentième législature. Nous voulons des solutions pour combattre l'inflation. Nous voulons des solutions pour réduire les dépenses gouvernementales. Nous voulons réduire la bureaucratie. Nous voulons que les taux d'intérêt correspondent à ce que les gens ont les moyens de payer. Si le gouvernement ne veut pas écouter, il en sera tenu responsable et des élections pourraient avoir lieu plus tôt qu'aucun d'entre nous ne le souhaiterait.

Des voix: Bravo.